



**25<sup>e</sup> session du groupe de travail de l'examen périodique universel**  
**THAÏLANDE**  
**Intervention du Luxembourg**  
(Genève, le 11 mai 2016)

Monsieur le Président,

Ma délégation se félicite des réformes notables entrepris par le Gouvernement thaïlandais suite à son premier passage à l'EPU. Il n'en reste pas moins que plusieurs sujets de préoccupation se sont aggravés dans le pays, notamment en ce qui concerne la liberté d'expression et d'opinion, en matière de liberté de réunion et d'association et s'agissant du droit des réfugiés.

Le Luxembourg tient à formuler les recommandations suivantes :

1. Protéger les **défenseurs des droits de l'homme** et enquêter sur tous les cas signalés d'intimidation, d'harcèlement et d'attaques à leur égard.
2. **Abroger l'ordonnance 3/2015** du Conseil national pour la paix et l'ordre et veiller à ce que tous les civils aient droit à un **procès équitable** et soient jugés devant des tribunaux civils.
3. Mettre fin à la **détention arbitraire des personnes réfugiées** et des demandeurs d'asile et faire cesser la détention des mineurs au titre du contrôle des migrations.

Je vous remercie, Monsieur le Président.